

Samedi 29 juin 2019

Actualités

CONSEIL DEPARTEMENTAL

« Plus que l'impôt sur les os »

La séance du Conseil départemental a débuté hier par une intervention du syndicat FO. Il demande le soutien des élus pour stopper le projet de réorganisation des finances publiques. Une manifestation est d'ailleurs prévue ce matin à Chaumont.

« Une fausse réponse (...) au sentiment d'abandon des territoires ruraux », « un projet nouveau par sa brutalité et son ampleur », « une vraie négation du rôle du comptable public ». Secrétaire de la section Finances publiques de Force ouvrière, Rachel Sugneau a fustigé, hier, le schéma de réorganisation des services fiscaux. Une réforme qui doit être menée dans le pays d'ici à 2022, et qui se traduira notamment par la suppression des trésoreries au profit d'accueils supplémentaires de proximité. Dans le combat engagé pour aboutir au retrait d'un projet qui « ne nous laissera plus que l'impôt sur les os », la responsable syndicale a appelé hier les élus du département, qui souvent sont aussi des maires, à les soutenir. Et déjà ce samedi matin, à 10h30, à l'occasion d'une manifestation devant la cité-préfecture à Chaumont.

« Gens déconnectés » ?

Ecouteront-ils cet appel? En tout cas, le premier d'entre

eux, Nicolas Lacroix, n'a pas montré hier un enthousiasme débordant devant ce projet. Avant une récente réunion en préfecture, « il n'y a eu aucune discussion sur l'avenir des trésoreries dans nos territoires et sur leurs missions », a lancé le président du Conseil départemental, évoquant une méthode qui « ne peut nous satisfaire ». Il garde en effet en mémoire « ce qui avait été promis par le président de la République en personne à Colombey-les-Deux-Eglises », lorsque celui-ci a annoncé « il y a moins d'un an » un moratoire sur le maintien de quatre trésoreries précédemment menacées. Fustigeant « le pacte de Cahors qui n'a de contractualisation que le nom », le secrétaire départemental des Républicains regrette, pour ce sujet comme pour d'autres, ce « discours bien rodé dans lequel on nous fait passer pour des gens déconnectés des réalités tenant des combats d'arrière-garde ». Présidente de l'Association



Les élus bragards Rachel Blanc et Jean-Michel Feuillet ont présenté le Plan pauvreté à signer avec l'Etat.

des maires de Haute-Marne, Anne-Marie Nédélec met également en garde l'Etat à « ne pas mélanger pseudo-concertation et illusion ». Une rencontre des maires avec la directrice des Finances publiques est d'ailleurs programmée par l'AMF, le 8 juillet, sur ce dossier sensible de la réorganisation des services fiscaux.

L. F.



Rachel Sugneau (FO) a informé les élus du combat contre le projet de réorganisation des finances publiques.